

Les années se suivent et ne se ressemblent pas ... enfin, pas tout à fait ! En mars 2011, lors de la réunion du CTPD « carte scolaire » 1er Degré, nous avons dénoncé le décalage par rapport au calendrier « habituel ». Cette instance s'était en effet réunie avec plus d'un mois de retard par rapport à l'année précédente. La raison ? L'usage républicain qui voudrait que les instances de concertation aient lieu après les échéances électorales, pour éviter ... toute perturbation. Cette année, la modification de calendrier « inverse » le cours du temps : c'est avec plus d'un mois d'avance que ce **Comité Technique Spécial Départemental** se réunit ! Le calendrier change ... mais la raison reste la même. L'usage républicain montre là ses limites, et l'**UNSA Education** condamne fermement ces manipulations qui ne contribuent qu'à détériorer davantage un climat déjà très morose dans l'Education Nationale.

Le Gouvernement aurait-il des raisons de craindre les réactions des Personnels de l'Education Nationale, mais aussi des parents d'élèves et des élus ? La réponse est oui car nous le savons tous ici, ce Gouvernement a fait le choix, depuis 5 ans, de ne plus considérer l'Ecole comme une priorité nationale, ce qui s'est notamment traduit par la suppression de 80 000 postes alors que dans le même temps, les effectifs élèves ont augmenté, eux, de plus de 100 000, et cela sans compter la politique de frein à la scolarisation en maternelle !

Dans notre académie, le plafond d'emplois d'enseignants du 1er Degré est « abaissé » de 172 alors que 1 780 élèves supplémentaires sont attendus ! La « dotation » (mais est-ce réellement le terme qui convient ?) de notre département est de moins 8 Equivalents Temps Plein.

Nous avons dénoncé l'année dernière la stratégie nationale visant à faire disparaître les petites écoles rurales. Après les écoles des Bondons et de Rousses fermées à la rentrée, ce sont maintenant les classes uniques de Paulhac en Margeride et du Bacon qui sont menacées. Concernant cette dernière mesure, tous les arguments mis en avant l'année dernière par l'Administration pour justifier la fermeture de Berc semblent bien peu crédibles aujourd'hui !

Pas vraisemblable non plus la « promesse » du Président de la République à La Canourgue en juin 2011. Mais nous ne sommes pas surpris car nous n'y avons jamais cru !

Lors du CTPD du 8 septembre dernier, nous avons fait part de nos inquiétudes concernant les suppressions à venir et les menaces visant particulièrement l'enseignement spécialisé. Les propositions présentées nous donnent malheureusement raison puisque, sur les 13,25 fermetures » annoncées, 7,5 sont prévues dans l'ASH, partiellement compensées, il est vrai, par 2,5 ouvertures. Tout cela au détriment des élèves en situation de handicap ou en difficultés scolaires lourdes.

Autre dossier où nos craintes sont malheureusement confirmées : le démantèlement des associations complémentaires de l'Ecole Publique se poursuit. L'Etat se désengage là aussi, au risque de porter un coup fatal à des associations qui contribuent pourtant au rayonnement du Service Public d'Education en **Lozère** et dont le « poids », pas seulement économique, est extrêmement important dans un département rural.

Les 8 retraits d'emplois programmés, qui s'ajoutent aux supports non utilisés depuis la rentrée 2011, vont donc mettre gravement en péril la survie même du Service Public d'Education, faisant une nouvelle fois le jeu de l'enseignement privé, ce que l'**UNSA Education** condamne vivement.

Il est vrai que l'exemple vient dans haut ...

Le Ministre de l'Education lui-même n'a-t'il pas déclaré, lors d'une de ses désormais rituelles visites de rentrée dont il réserve le privilège à des établissements confessionnels : « *On me dit que ça va tellement mal dans l'enseignement public que les Français seraient une majorité à mettre leurs enfants dans le privé. Je réponds que l'enseignement privé sous contrat fait partie du service public ...* » ? L'entreprise de dénigrement et de dénaturation du Service Public d'Education continue !

L'UNSA Education ne laissera pas faire et prendra toute sa place dans les actions qui vont avoir lieu dans les jours à venir.